



Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ÉLEVAGE AVICOLE DU VAL D'EVRE (EARL)

403, Le Val d'Evre - La Gaudinière

LE FIEF SAUVIN

49600 MONTREVAULT-SUR-ÈVRE

Références : 2023_09_27 Rapport Inspection EARL ELEVAGE AVICOLE DU VAL D'EVRE

Code AIOT : 0054900784

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2023 dans l'établissement ELEVAGE AVICOLE DU VAL D'EVRE (EARL) implanté 403, Le Val d'Evre - La Gaudinière - LE FIEF SAUVIN - 49600 MONTREVAULT-SUR-ÈVRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ÉLEVAGE AVICOLE DU VAL D'EVRE (EARL)
- 403, Le Val d'Evre - La Gaudinière - LE FIEF SAUVIN - 49600 MONTREVAULT-SUR-ÈVRE
- Code AIOT : 0054900784
- Régime : Autorisation

Élevage de poules pondeuses.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Émissions résultant de l'ensemble du processus de production	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
8	Surveillance des émissions et des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
9	Surveillance des émissions et des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 17	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 18	/	Sans objet
3	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 18	/	Sans objet
4	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 19	/	Sans objet
5	Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Sans objet
6	Émissions dues aux eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Sans objet
10	Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Réaliser des BRS annuellement par unité de production.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 17
Thème(s) : Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.</p> <p>Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L.211-2 du Code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p>
Constats : Les relevés de consommation d'eau sur le forage et le réseau d'eau public sont réalisés de façon régulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 18
Thème(s) : Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p>

Constats : La consommation d'eau est relevée à une fréquence supérieure aux relevés mensuels. le registre est informatisé. La consommation moyenne sur les 2 sources d'approvisionnement est de 10 600 m³ en année moyenne. Sur la déclaration GEREPE reporter uniquement le volume prélevé sur le forage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 18
Thème(s) : Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L.214-3 du Code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L.214-18 du même code.
Constats : La disconnexion est présente entre les 2 réseaux d'eau. Des cuves sont présentes pour stocker l'eau du forage, un système d'électrovanne permet de compléter avec le réseau d'eau public en cas de besoin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 19
Thème(s) : Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du Code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.
Constats : Le forage est régulièrement déclaré, il est situé à l'ouest de l'habitation de l'exploitant en limite de clôture. Une déclaration de forage a été réalisée sur la même parcelle en mai 2021 à environ 50 mètres du précédent. Ce forage n'ayant pas une capacité suffisante, il a été abandonné et rebouché.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Utilisation rationnelle de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Utilisation rationnelle de l'eau
Prescription contrôlée : Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.
Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 5 : Afin d'utiliser l'eau de façon rationnelle, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous. a- Tenir un registre de la consommation d'eau. b- Détecter et réparer les fuites. c- Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements. d- Choisir des équipements appropriés (par exemple abreuvoirs à rétine, abreuvoirs siphoniques, bacs à eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum). e- Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau. f- Réutiliser les eaux pluviales non polluées pour le nettoyage.

Constats : Le nettoyage des bâtiments est réalisé principalement à sec par dépoussiérage des installations. Le lavage complet est utilisé en cas de problème sanitaire. Les équipements d'abreuvement sont adaptés pour limiter la consommation d'eau. Le registre de consommation est présent et les fuites font l'objet de surveillance régulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Émissions dues aux eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Émissions dues aux eaux résiduaires
Prescription contrôlée : Réduction de la production des eaux résiduaires – MTD 6 a- Maintenir les surfaces souillées de la cour aussi réduite que possible. b- Limiter le plus possible l'utilisation d'eau. c- Séparer les eaux de pluie non contaminées des flux d'eaux résiduaires nécessitant un traitement. Réduction des rejets d'eaux résiduaires dans l'eau – MTD 7 a- Évacuer les eaux résiduaires dans un conteneur réservé à cet effet ou dans une fosse à lisier. b- Traiter les eaux résiduaires. c- Épandage des eaux résiduaires, par exemple au moyen d'un système d'irrigation tel qu'un dispositif d'aspersion, un pulvérisateur va-et-vient, une tonne à lisier, un injecteur ombilical.
Constats : Les eaux résiduaires de lavage sont stockées dans 2 fosses, une fosse de 100 m ³ pour les bâtiments P3-P4-P5, et une fosse de 65 m ³ pour les bâtiments P2-P5-P7. Les eaux résiduaires du centre de conditionnement des œufs sont traitées dans une micro station. Les eaux résiduaires sont épandues sur les surfaces de l'exploitation en l'occurrence la parcelle 137WL33. Précédemment l'épandage était réalisé sur les parcelles 137WL 5-6-7-8. Ces parcelles constituent aujourd'hui le parcours plein air des poules du bâtiment P5.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Émissions résultant de l'ensemble du processus de production

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Émissions résultant de l'ensemble du processus de production
Prescription contrôlée : Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 23 : Afin de réduire les émissions d'ammoniac du processus de production global de l'élevage de porcin (truies comprises) ou de l'élevage de volailles, la MTD consiste à estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en œuvre dans l'installation d'élevage.
Constats : Le module de déclaration GEREPE des émissions est réalisé régulièrement chaque année. Les calculs ont été réalisés avec les valeurs d'excrétion d'azote standard par défaut et non les valeurs spécifiques. Il est nécessaire de réaliser chaque année les BRS par bâtiment afin de déterminer le niveau d'excrétion réel des animaux par unité de production.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Surveillance des émissions et des paramètres de procédé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Surveillance des émissions et des paramètres de procédé

<p>Prescription contrôlée : Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p> <p>Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 :</p> <p>MTD 24. La MTD consiste à surveiller, par une des techniques suivantes et au moins à la fréquence indiquée, l'azote total et le phosphore total excrétés dans les effluents d'élevage.</p> <p>a- Technique : Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux.</p> <p>Fréquence : Une fois par an, pour chaque catégorie d'animaux</p> <p>Applicabilité : Applicable d'une manière générale</p> <p>Constats : Les BRS annuel pour chaque unité de production n'ont pas été réalisés depuis le dossier de réexamen. Ils sont à réaliser annuellement pour chaque unité de production.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> <p>Proposition de délais : 6 mois</p>
--

N° 9 : Surveillance des émissions et des paramètres de procédé

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42</p> <p>Thème(s) : Élevage, Surveillance des émissions et des paramètres de procédé</p> <p>Prescription contrôlée : Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p> <p>Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 :</p> <p>MTD 25. La MTD consiste à surveiller les émissions atmosphériques d'ammoniac par une des techniques suivantes, au moins à la fréquence indiquée :</p> <p>a- Technique : Estimation au moyen d'un bilan massique basé sur l'excrétion et sur l'azote (ou l'azote ammoniacal) total présent à chaque étape de la gestion des effluents d'élevage</p> <p>Fréquence : Une fois par an, pour chaque catégorie d'animaux</p> <p>Applicabilité : Applicable d'une manière générale</p> <p>Constats : Les BRS ne sont pas présents avec la déclaration GEREP.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> <p>Proposition de délais : 6 mois</p>
--

N° 10 : Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42</p> <p>Thème(s) : Élevage, Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles</p> <p>Prescription contrôlée : Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : Voir NEA MTD pour les émissions atmosphériques d'ammoniac par emplacement et par an correspondant au type de volaille élevé (tableaux 3.1 et 3.2)</p> <p>Constats : Les NEA sont respectées pour l'ensemble des unités de production.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
